



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
25 mars 2021

Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

AU MOINS 6 VACCINS ET ZÉRO SOLUTIONS ? TÉLÉCHARGEONS L'APPLICATION #STOPCAPITALISME

Et un, et deux, et trois confinements ! Même les supporteurs du gouvernement ne savent plus vraiment comment justifier les mesures prises dans le cadre de l'épidémie. Après le « stop and go », le « pas de confinement » et les promesses avortées d'un plan massif de vaccinations, le Premier ministre vient d'annoncer une nouvelle vague de mesures dont personne ne comprend vraiment la logique.

L'épisode grotesque sur l'attestation obligatoire de deux pages – puis, finalement, pas nécessaire – est une parfaite illustration. Vite une aspirine ! Macron a beau s'essayer à la poésie et déclarer que « le maître du temps, c'est le virus », on voit clairement que ses choix politiques ne sont pas seulement guidés par celui-ci.

Ce qui apparaît comme une belle cacophonie est en fait structuré par une volonté, celle de maintenir les profits des grandes entreprises coûte que coûte.

Un an après le 1^{er} confinement, l'heure des bilans

Les 250 morts quotidiens d'aujourd'hui, plus d'un an après l'apparition du virus, sont le résultat d'une politique. Même la Cour des comptes, pourtant grande prêtresse des « économies » dans les services publics, dénonce le nombre insuffisant de lits « de soins critiques ». Au lieu de grandes mesures pour l'hôpital, le gouvernement a continué sa politique d'austérité en pressurant au maximum les travailleuses et travailleurs de la santé. Véran peut dire qu'« on ne forme pas un infirmier en un an », il oublie d'expliquer pourquoi les démissions, arrêts maladie et dépressions augmentent chez les soignants. La même langue de bois est à l'œuvre quand il s'agit de discuter de la catastrophe sociale en cours.

La France est le pays d'Europe à avoir donné le plus d'argent aux entreprises (155,36 milliards), surtout les grandes (celles qui annoncent des milliers de licenciements), alors que la précarité et la pauvreté explosent. Les queues augmentent devant les soupes populaires, des milliers d'étudiants ne mangent pas à leur faim, et les filles et fils d'ouvriers qui ne sont pas inscrits à la fac mais survivaient à coup de petits « jobs » n'ont plus aucun revenu depuis des mois.

L'État n'y peut rien, faute de moyens ? Mais il ne

regarde pas à la dépense quand il se laisse racketter par les labos pharmaceutiques qui facturent 60 euros à la Sécu pour chaque test salivaire, devenu obligatoire dans les écoles – et, mesquinerie supplémentaire, facturés un euro aux profs eux-mêmes ?

Les navrants du gouvernement

Des militants du théâtre de l'Odéon ont clamé leurs revendications pendant la grand-messe des Césars. Une manifestation « navrante » pour la ministre de la Culture. Quelle horreur, des gens qui revendiquent ! Alors que de plus en plus de théâtres sont occupés par les intermittents du spectacle, le gouvernement répond par le silence devant une lutte qui pourrait faire tache d'huile. Ce qui les fait trembler, c'est la crainte d'une multiplication des mouvements.

La lutte : un vaccin libre de droits

Le mouvement des intermittents du spectacle, les débrayages dans l'automobile et les manifestations contre les licenciements montrent la voie à suivre pour obtenir les mesures sanitaires et économiques qui devraient s'imposer. Il faut une réduction du temps de travail, des embauches dans les services essentiels, l'interdiction des licenciements, une augmentation générale des salaires et des vraies mesures contre l'épidémie.

Si nous sommes encore contraints par les mesures de contrôle, c'est que les gouvernants respectent avant tout les profits des laboratoires pharmaceutiques. Quand l'heure devrait-être à la mise en commun des recherches et au développement massif de la production de vaccins, Macron et son monde défendent les profits plutôt que nos vies. Une injection massive de luttes s'impose plus que jamais.

La dernière séance ? Pas d'accord !

Avec les H- qui dégringolent en ce moment, ceux d'entre nous qui sont intérimaires vont probablement être invités à aller se faire exploiter ailleurs... s'ils trouvent une entreprise qui recrute. Sinon, ce sera repos forcé et amputation des revenus. Et PSA serait bien content de les retrouver quand la charge de travail remontera.

Il y a moins de boulot aujourd'hui ? Ce n'est pas une raison pour ne pas le partager entre tous. L'argent pour payer les intérimaires, lui, n'a pas disparu. Il n'y a donc pas de raisons de cesser de revendiquer l'embauche de tous ceux d'entre eux qui la souhaitent.

Les puces ont bon dos, pas nous

La pénurie mondiale de composants électroniques existe. Mais la faire passer pour une sorte de catastrophe naturelle qui contraindrait la direction à imposer aujourd'hui des H-, demain de poser des congés, c'est de la blague.

Les constructeurs automobiles sont servis après les autres secteurs parce qu'ils rognent sur le prix des composants comme sur nos salaires. Les fabricants de composants sont débordés parce que le capitalisme est chaotique et incapable de planifier les besoins et d'allouer les ressources en conséquence.

De tout ça, nous ne sommes absolument pas responsables. Et si les bourgeois ne savent plus comment se dépêtrer de leur bazar, c'est qu'il est temps que les travailleurs les écartent des postes de commande.

Sogefi en lutte

Sogefi, ex-Filtrauto, emploie 285 salariés à Vire. Du lundi 15 au mercredi 17 mars, plusieurs dizaines d'entre eux ont débrayé et bloqué l'entrée du site. En cette période de NAO dans toute la métallurgie, ils réclament 2,5 % d'augmentation, au lieu des 0,6 % pour tous et 0,2 % à la tête du client, mais aussi des embauches. À défaut d'avoir obtenu tout ce qu'ils voulaient, ils ont contraint la direction à venir s'expliquer devant eux et à promettre une amélioration des conditions de travail. Affaire à suivre.

Les méthodes de Le Borgne : du déjà vu

300 salariés du site Renault-Lardy ont débrayé jeudi 18 mars. La raison ? Renault commence ses 4 600 suppressions d'emploi par l'externalisation de la maintenance de bancs d'essai. Le "choix" pour les 30 salariés concernés se résume au départ volontaire ou à la vente au sous-traitant P2M.

À la manœuvre, le directeur de l'ingénierie Renault Gilles Le Borgne. Celui qui a supprimé 300 emplois à PSA de la même manière (avec P2M déjà) en 2015. Mais Le Borgne aurait du y regarder à deux fois : nos collègues de Renault sont prévenus.

Fonderie de Bretagne : ils reprennent la lutte

Un millier de personnes se sont rassemblées mardi dernier à Caudan (Morbihan) en soutien aux salariés des Fonderies de Bretagne, sous-traitant de Renault menacé de fermeture. En mai 2020, la mobilisation avait contraint la direction à annoncer qu'elle reculait. C'était pour mieux sauter, une fois la colère retombée.

Mais les 350 salariés viennent de montrer qu'ils ne vont pas se laisser faire !

« Vous leur donnez de l'argent pour qu'ils suppriment des emplois ! »

C'est un des cris de colère des centaines de salariés de l'usine Bosch de Rodez qui attendaient la ministre déléguée à l'Industrie à sa sortie d'une réunion avec la direction ce vendredi 19 mars. Bosch annonce 750 suppressions d'emplois sur 1 250 d'ici 2025.

Fabricant des injecteurs diesels sur ce site, Bosch replie la voilure sous prétexte de transition écologique. Mais de transition, pour les salariés, il n'y a que celle vers Pôle emploi ! Ça ne va pas suffire...

Les livreurs livrent... bataille

À Nantes, des dizaines de livreurs de repas à domicile ont engagé la lutte contre la mairie qui leur interdit l'emploi de scooters thermiques dans le centre ville et les plates-formes (Uber, Deliveroo, etc.) qui les exploitent. Flashez le QR code pour en (sa)voir plus !



« Et gare à la revanche, quand tous les pauvres s'y mettront ! (Chanson La Semaine sanglante) »

150 ans après, le souvenir de la Commune de Paris continue d'effrayer la bourgeoisie. La maire de Paris tente de récupérer l'événement par de bien molles commémorations ? La droite s'offusque, et accuse des meurtres et des incendies le peuple parisien. Le préfet Lallement, lui, se revendique tranquillement de Gallifet, le général qui a fait massacrer 20 000 communards.

Quand les bons bourgeois rendent hommage à la Commune, première expérience d'un pouvoir ouvrier, ils lui font des funérailles. Détournons plutôt son héritage pour, à nouveau, monter à l'assaut du ciel !



Une barricade sous la Commune